Document generated on 04/18/2024 5:04 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France

Mikhael Elbaz

Volume 10, Number 1, 1986

Travail, industries et classes ouvrières

URI: https://id.erudit.org/iderudit/006345ar
DOI: https://doi.org/10.7202/006345ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Elbaz, M. (1986). Vers des sociétés pluriculturelles : études comparatives et situation en France. *Anthropologie et Sociétés*, *10*(1), 261–263. https://doi.org/10.7202/006345ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

INFORMATIONS

VERS DES SOCIÉTÉS PLURICULTURELLES : ÉTUDES COMPARATIVES ET SITUATION EN FRANCE

Colloque international de l'Association Française des Anthropologues
Paris, 9 au 11 janvier 1986

L'identité française s'est longtemps fondée sur la promotion de la citoyenneté et de la laïcité alors même que l'État a ouvert les frontières de manière récurrente à des gens venus d'ailleurs en quête du droit de respirer et de travailler. Ils furent nombreux les immigrants européens qui se dépouillèrent graduellement de leurs signes distinctifs et adoptèrent la France comme patrie. Les seuls cas limites furent ceux où un ensemble humain disposait d'une culture qu'il revendiquait comme civilisation dont le substrat était religieux : hier le judaïsme, aujourd'hui l'Islam. Tout se passe comme si la confessionnalité devenait en quelque sorte le verrou à la pleine intégration dans la communauté nationale, comme en témoignent les crises xénophobes et racistes lors de l'affaire Dreyfus, du régime de Vichy et l'affirmation du Front National aujourd'hui.

Longtemps, cette idéologie française assimilatrice a constitué un rempart où se reconnaissaient monarchistes et républicains, libéraux et socialistes, droite et gauche. Longtemps aussi, ce pays d'immigration (le second après les États-Unis) ne fut pas imaginé tel par ses sociologues et anthropologues. On pouvait certes s'intéresser à comprendre l'organisation sociale des Bêté en Afrique ou le chômage en France, construire des modèles théoriques sophistiqués sur les fondements idéels et matériels du racisme sans jamais débusquer le caractère pluriel de la société.

La contestation des mouvements régionalistes ouvrait une brèche dans le jacobinisme, tandis que se forgeait un intérêt sociologique et politique pour la question même de la formation de l'identité française. En effet, la revendication nationalitaire réinterroge la culture politique sans pour autant faire reculer l'emprise de l'État sur la société civile. La citoyenneté continue à prévaloir sur la nationalité. Les travailleurs immigrés sont dans une position inverse : leur nationalité les exclut de la citoyenneté politique et les maintient en marge de la société. Force de travail perçue comme temporaire, ils sont aujourd'hui indissociables de la société française qu'ils ont transformée tout en s'ethnicisant. Analysés longtemps de manière fonctionnelle – leur place comme sous-prolétariat dans le monde de l'économie – ou cognitive – les effets discriminatoires du rejet culturel ou social qu'ils subissent –, ils sont aujourd'hui au centre d'un débat sur les contours et l'avenir d'une France multiculturelle. C'est ce débat dont les connotations politiques sont évidentes (le mouvement LE PEN) qui a, entre autres, poussé l'Association des Anthropologues français à inviter des chercheurs de pays et d'horizons divers pour restituer à la question pluriculturelle la place critique qu'elle commande.

Près de cent cinquante communications furent présentées, la moitié dans sept ateliers distincts qui siégeaient concurremment. Le premier atelier traitait de *l'histoire des formations nationales* et tentait de saisir comment la fabrication d'une identité nationale historiquement circonscrite se traduit par des dénégations, des réductions et des exclusions. Si l'attention première était de comprendre le processus de la production des nationaux, à partir de l'exemple français, les organisateurs de cet atelier (R. Gallissot et E. Terray) souhaitaient élargir la réflexion comparatiste. Ainsi une session fut consacrée

au cas israélo-palestinien qui demeure sans doute le lieu d'ancrage des rapports complexes entre citoyenneté, nationalité, ethnicité, confessionnalité et civilité. Le débat s'est aussi poursuivi sur la validité des notions que nous utilisons dans nos travaux sans qu'un consensus minimal s'établisse entre les chercheurs sur leur validité : communauté, peuple et nation, ethnie et ethnicité. État, nationalité et nationalités. Identité et identités, altérité, extranéité. Assimilation, minorités, pluralisme, métissage.

L'ampleur d'une telle réflexion critique était telle que la route sera encore longue pour que le champ des relations inter-ethniques devienne un objet de savoir digne d'intérêt dans la sociologie et l'anthropologie françaises. Par contre, les recherches en cours, même si elles ne sont pas toujours le produit d'anthropologues, témoignent qu'on tente de sortir des sentiers battus.

Le second atelier avait pour objet *les mécanismes de discrimination et les processus de différenciation identitaire*. La question fondamentale était de mesurer les interrelations entre la stigmatisation raciale et/ou ethnique imposée à un ensemble humain et la mobilisation effective de celui-ci pour affirmer une altérité « native ». Ce phénomène fut étudié notamment dans le cas des communautés antillaises en France mais aussi au Costa Rica et en Guyanne française. L'intérêt pour l'ethnicisation réactive n'est pas nouveau. Néanmoins plusieurs des communications présentées laissent clairement percevoir les stratégies mises en œuvre par des acteurs sociaux pour réduire le malheur et se réapproprier la parole et le temps social dont ils sont souvent dépossédés dans la société d'accueil. Cela est encore beaucoup plus critique pour les « immigrants » de la seconde génération, partagés entre deux mondes et un pays.

Le troisième atelier cherchait à déconstruire *les relations interculturelles dans leurs différentes manifestations quotidiennes : cuisine, musique et danses, alliances, religions, magie, techniques du corps*. Autrement dit, quels rapports d'emprunt mais aussi d'évitement s'établissent entre gens de cultures différentes dans un espace urbain ? Comment transigent-ils leurs identités ? Il est difficile de résumer la variété des thèmes traités. Mais tous les intervenants étaient sensibles aux discontinuités mais aussi aux affinités nombreuses qui se tissent dans les aires d'habitat, dans le milieu de travail et dans le système scolaire. On constate dès lors l'importance des études ethnographiques minutieuses pour mieux redéfinir nos objets d'étude.

Le quatrième atelier a des convergences avec le précédent : montrer dans quelles conditions se forge la *production de l'étranger en situation pluriethnique*. Traquer les modes singuliers d'émergence de la catégorie d'étranger, c'est aussi orienter la réflexion sur les divers champs sociaux où des acteurs coopèrent ou s'affrontent : principalement l'habitat, le travail et l'école. L'effroi et la fascination que suscite l'autre, le différent et à la limite le marginal ne peuvent être séparés des contextes globaux (rapports de pouvoir et de sens) qui tantôt sont réducteurs de distance et tantôt légitiment l'altérité absolue, le racisme. Il n'y a pas de réponse simple à une question aussi complexe. L'ethnisme et le racisme diffus sont constants. Quand ils s'institutionnalisent et deviennent l'objet de manipulations, quand ils appellent à détruire le différent ou à l'expulser, nos réponses demeurent l'indignation (évidente), l'antiracisme et non la critique de nos postulats théoriques. Il paraît de plus en plus évident qu'on ne peut se cantonner à étudier les « étrangers ». Il faudrait inverser l'ordre des priorités : étudier les majoritaires, analyser leurs perceptions, débusquer les intérêts des élites (y compris et surtout peut-être ceux des intellectuels et universitaires dont l'universalisme a toujours pour versant le particularisme).

Le cinquième atelier, *le discours ethnologique et la question de l'Autre* avait des visées épistémologiques. Il soulevait la nécessité de prendre en considération conjointement d'autres discours, philosophique, politique, psychanalytique, linguistique et de se pencher sur leurs approches ou/et leurs écarts. De fait, les communications furent pour la plupart influencées par la psychanalyse, chacune tentant à sa façon de répondre

à la relation binaire identité/altérité sans pour autant mieux arrimer le problème posé dans l'atelier précédent. Pourtant, nous pourrions beaucoup bénéficier de l'interdisciplinarité dans ce domaine à moins de penser que l'histoire des autres n'est qu'une fable, une rumeur qui court et qui aboutit dans des circonstances déterminées à des catastrophes.

Le sixième atelier intitulé : *Pratiques langagières et situation interculturelle* posait de front la question de « l'interaction verbale ». De fait, des gens arrachés et déracinés sont d'abord exclus de la parole puis acquièrent progressivement une langue utilitaire, dominante. Cela a des répercussions notamment comme marqueur ethnique chez les minorités audibles, dans le contexte familial et dans les pratiques d'enseignements. Les communications ont dressé un tableau complexe du social qui se fabrique au delà des références mythiques à une langue unique.

Le dernier atelier fut aussi le plus prolifique car c'est là où des chercheurs anglo-saxons présentèrent les résultats de leurs recherches. Le thème : *Production de la société multiculturelle; politiques et pratiques étatiques et institutionnelles* visait à sérier les expériences d'États-nations distincts : États-Unis, Grande-Bretagne, Israël, Japon, Allemagne de l'Ouest, Canada, Australie, Mexique. Là encore, il est difficile de résumer la richesse des matériaux présentés. Mais un constat demeure, banal en soi, la réflexion sur l'interculturel et l'ethnicité est légitime alors qu'en France, elle tente de construire son objet. Cela se fera progressivement. Mais il faudra encore des changements dans l'imaginaire social et culturel français pour que l'entreprise soit légitime. Ce qui ne se fera pas sans déchirements. L'anthropologie québécoise est plus ouverte à ces interrogations et peut contribuer à rebattre les cartes dans ce domaine. Qu'on l'espère.

Mikhael Elbaz
Département d'anthropologie
Université Laval

◊ 18-19 novembre 1986. Conférence nationale des étudiants en études nordiques à Ottawa. Information : Association universitaire canadienne d'études nordiques, 130 rue Albert, bureau 1915, Ottawa, Ontario, K1P 5G4, téléphone: (613) 238-3525.

◊ La revue a poursuivi en 1985 sa campagne d'abonnements gratuits à des institutions du Tiers-Monde. Voici les noms des 6 institutions abonnées :

CHISS
Port-au-Prince
Haïti

C.R.A.P.E. (Centre de Recherches en sciences sociales d'Alger)
Alger, Algérie

I.F.A.N.
Université de Dakar
Sénégal

L'Université Nationale du Rwanda
Butare
République Rwandaise

Museo Nacional de Egnografia y folklore
La Paz
Bolivie

ORSTOM
Abidjan
Côte d'Ivoire